

## M. Botha un visiteur encombrant

Les apparences sont sauves : M. Pieter Botha, premier ministre sud-africain, ne sera pas reçu officiellement par les autorités françaises. Annoncée par l'ambassade de la République Sud-Africaine à Paris, la visite de M. Botha s'effectuera à « titre privé », à l'occasion d'une cérémonie commémorant la participation des troupes sud-africaines, du côté allié, aux deux guerres mondiales. M. Botha se rendra donc le 7 juin en Picardie, au Bois de Delville, pour inaugurer un musée à la mémoire des dix-huit mille quatre cent cinquante-deux soldats sud-africains qui sont morts au cours des deux conflits mondiaux. Le prétexte — le quarantième anniversaire du débarquement allié en France — est imparable : le président Reagan, la reine Elizabeth, participeront, avec M. Mitterrand, à ces cérémonies.

Mais le séjour en France de M. Botha prend un relief particulier. Après avoir longuement hésité — on indiquait, le 7 mai dernier, de source gouvernementale française que, si M. Botha souhaitait se rendre à Paris, il serait reçu, le cas échéant, « à un niveau approprié » mais non par le chef de l'Etat, — le gouvernement a donc choisi un moyen terme.

Il était de toute façon impossible à Paris de s'opposer à la visite de M. Botha, en raison de son caractère privé. Dès lors, par qui le premier ministre sud-africain pouvait-il être reçu ? Le premier ministre français, M. Mauroy, a fait savoir qu'il se refusait. Officiellement,

M. Botha ne sera reçu par aucun membre du gouvernement, mais le secrétaire d'Etat aux anciens combattants, M. Jean Laurain, assistera aux cérémonies du 7 juin en Picardie. Il serait cependant étonnant que des contacts discrets n'aient pas lieu avec d'autres responsables.

La France devait-elle faire plus pour recevoir cet hôte encombrant ? Certainement pas. M. Jospin, le 10 mai, s'était d'ailleurs déclaré opposé à toute « rencontre officielle » et M. Nucci avait constaté que « rien n'a changé » en ce qui concerne la politique d'apartheid suivie par Pretoria.

Il reste que la République Sud-Africaine est un partenaire commercial important de la France (les exportations françaises se sont élevées en 1983 à 3,8 milliards de francs et les importations à 4,4 milliards de francs). Paris a livré deux réacteurs nucléaires pour la centrale de Koeberg, et les industries françaises sont bien implantées dans le « pays de l'apartheid ». Certes, officiellement, les ventes d'armes n'ont pas repris depuis l'embargo de 1976, mais l'armée sud-africaine ne semble pas éprouver de difficultés pour se procurer des pièces détachées pour ses armements d'origine française.

Les dirigeants sud-africains ne paraissent pas prendre ombrage des réticences manifestées par Paris pour accueillir leur premier ministre. Ils soulignent que 90 % de leurs relations avec la France sont d'ordre économique et ajoutent que la diplomatie française n'a pas fait preuve des mêmes réserves lorsqu'elle a joué les intermédiaires entre Pretoria et Maputo pour la signature d'un pacte de non-agression entre la République Sud-Africaine et le Mozambique.

Bref, les Sud-Africains ne se privent pas de mettre en exergue les hésitations, voire les contradictions, de la politique française à l'égard du « régime raciste » de Pretoria. Et, pour l'heure, ils sont relativement satisfaits : M. Botha vient en France, c'est déjà beaucoup.

Le Monde

Paris (F)

Tir. q. 400 168

Argus Media No. 5079

19 Mai 1984

